

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 10 octobre 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 18  
Procuration(s) : 7  
Absent(s) : 1  
Nombre de votants : 25  
Votes pour : 25  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : mardi 1 octobre 2024

DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0227

**Modifiant et complétant la délibération n° 2016.00137 du 12 juillet 2016, relative aux emplois autorisés à bénéficier de l'indemnité d'astreinte, de l'indemnité de permanence et de l'indemnité d'heures supplémentaires.**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte..

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseiller(s) départemental(aux) représenté(s) :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zamimou AHAMADI donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

**Conseiller départemental absent :**

Monsieur Alain SARMENT

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Bibi CHANFI

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale ;

- Vu la délibération n°2016.00137 du 12 juillet 2016 relative aux emplois autorisés à bénéficier de l'indemnité d'astreinte, de l'indemnité de permanence et de l'indemnité d'heures supplémentaires ;
- Vu la délibération n°2017.00063 du 24 avril 2017 relative à la révision des emplois autorisés à bénéficier de l'indemnité d'astreinte, de l'indemnité de permanence et de l'indemnité d'heures supplémentaires ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission permanente ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2024\_0019 du 09 avril 2024 relative au budget primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis du CST du 12 septembre 2024 ;

**Considérant** le rapport n°2024-2329 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** que les astreintes et les permanences constituent deux modalités supplémentaires d'aménagement du temps de travail répondant à des nécessités de service ;

**Considérant** l'avis de la Commission administration générale, transport et transition écologique en date du 8 octobre 2024.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,**

### DECIDE

**Article 1 :** de modifier et compléter l'article 2 -1° de la délibération n°2016.000137 du 12 juillet 2016, portant sur l'indemnité d'astreinte et de permanence :

- Les services concernés sont complétés comme suit :
- Les services des transports maritimes : le personnel navigant,
- Les services de la Direction générale : chauffeurs DGS,

De modifier et compléter l'article 3 portant sur l'indemnité de permanence comme suit :

- Le personnel navigant de la direction des transports maritimes :

De modifier et compléter l'article 4 de la délibération n°2016.000137 du 12 juillet 2016 portant sur l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires :

- Les services concernés sont complétés comme suit :
- Le bureau transports de la Direction des finances

□

**Article 2 :** les autres dispositions de la délibération n°2016.00137 du 12 juillet 2016 restent applicables ;

**Article 3 :** d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à signer les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;

**Article 4 :** d'imputer ces dépenses dans le budget 2024 sur le chapitre 012 ;

**Article 5 :** en application des dispositions de l'article R421-1 et suivant du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et son affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**



**Ben Issa OUSSENI**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Envoyé en préfecture le 12/11/2024

Reçu en préfecture le 12/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241112-DL1010240227-DE

S<sup>2</sup>LOW

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 12 juillet 2016

Membres en exercice	26
Présents	16
Procurations	6
Absents	4
Nombres de votants	22
Votes pour	22
Votes contre	0
Abstentions	0
Dates de la convocation	Mercredi 29 Juin 2016

DELIBERATION N°2016.00137

Relative aux emplois autorisés à bénéficier de l'indemnité d'astreinte, de l'indemnité de permanence et de l'indemnité d'heures supplémentaires

L'an deux mille seize, le 12 juillet, à 09 heures 00, le Conseil départemental de Mayotte s'est réuni en assemblée plénière en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sous la convocation et la présidence du Président du Conseil départemental. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

M. Issoufi AHAMADA, M. Ben Youssouf CHIHABOUDINE, M. Ali Debré COMBO, Mme Insya DAOUDOU, Mme Soihirat EL HADAD, M. Soibahadine IBRAHIM RAMADANI (Président), M. Issa ISSA ABDOU, Mme Bichara Bouhari PAYET, Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, Mme Mariame SAID, M. Aynoudine SALIME, M. Mohamed SIDI, Mme Fatima SOUFFOU, M. Issa SOULAIMANA MHIDI, Mme Moinécha SOUMAILA, Mme Armamie ABDOUL WASSION

Conseillers départementaux représentés :

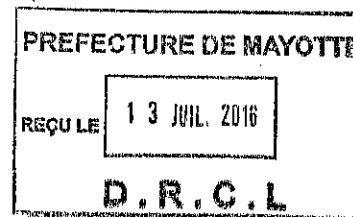
Mme Toyfria ANASSI donne pouvoir à M. Aynoudine SALIME, Mme Halima Mdallah BAMOUDOU donne pouvoir à M. Issoufi AHAMADA, M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA donne pouvoir à M. Ali Debré COMBO, Mme Zaihati MADI-MARI donne pouvoir à M. Ben Youssouf CHIHABOUDINE, M. Ben Issa OUSSENI donne pouvoir à Mme Fatimatie RAZAFINATOANDRO, M. Nomani OUSSENI donne pouvoir à Mme Soihirat EL HADAD

Conseillers départementaux absents excusés :

M. Bourouhane ALLAOUI, Mme Raïssa ANDHUM, Mme Afidati MKADARA, M. Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désigné :

Mme Moinécha SOUMAILA



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le code général des collectivités territoriales;
- Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 11 juillet 2016 ;
- Vu le rapport n°2016.AP-002601 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission administration générale, infrastructures et transports en date du 5/07/2016 ;

Après avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'abroger toutes les délibérations précédentes concernant les dispositions relatives aux astreintes, permanences et heures supplémentaires.

Publié le

13 JUL. 2016

**Article 2 : d'appliquer les dispositions suivantes concernant l'attribution des astreintes :**

L'**astreinte** s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

**1° : Cas de recours à l'astreinte**

L'autorité territoriale peut recourir à l'astreinte dans les **situations suivantes** :

- évènement climatique (cyclone, tempête, inondation ...) ;
- maintenance des équipements publics (bâtiments, stade...) ;
- Exigence de continuité de service ;
- Impératif de sécurité ;
- Evénement exceptionnel ;
- Pour les personnels d'encadrement : ils doivent être joints directement par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale de service afin de prendre les mesures et les dispositions nécessaires.

Les **services concernés** sont dans les domaines suivants :

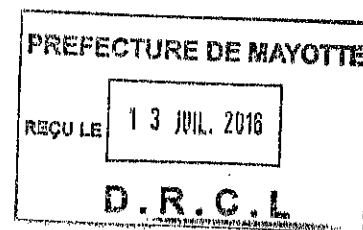
- Logistique et moyens
- Technique, Environnemental, Informatique et Télécommunications
- Culturel, animation, sportif
- Ports, Transport scolaire, terrestre, maritime
- Agriculture, pêche
- Protocole
- Protection de l'Enfance

L'**autorité territoriale** se réserve le droit de **déterminer les modalités de mise en place de l'astreinte** en fonction des besoins et dans le respect du cadre suivant :

- La semaine complète
- Les jours fériés
- Du lundi matin au vendredi soir
- Du vendredi soir au lundi matin
- Un jour ou une nuit de week-end ou férié
- Une nuit de semaine

**2° : Statuts et Emplois concernés par les astreintes :**

- **Agent fonctionnaire ou contractuel**
- Chef d'exploitation ou Adjoint
- Chef de la sécurité ou Adjoint
- Officier de la sécurité navire ou Adjoint
- Chef de Service technique
- Chef d'équipe technique
- Chef de gare maritime
- Electricien STM
- Grutier
- Responsable billettique
- Responsable de sécurité embarquée et à terre
- Responsable des gares maritimes
- Responsable Logistique
- Responsable QHSE (Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement)
- Responsable des contrôles ou adjoint
- Responsable sureté portuaire ou son Suppléant
- Responsable des télécommunications
- Agent de brigade nature
- Agent de médiation et de prévention dans les bus
- Chaudronnier
- Educateurs spécialisés, assistants sociaux



**Publié le**

**13 JUL. 2016**



### 3° : Modalités d'organisation des astreintes

L'agent d'astreinte doit être **disponible et joignable** à tout moment.

Suite à l'appel de l'autorité territoriale ou du DGS, l'agent d'astreinte est tenu d'**intervenir** dans un **délai compris entre 25 et 45 minutes**.

Il doit également signaler sans délai les difficultés rencontrées dans l'exercice des missions d'astreinte et observer la plus grande **discrétion** par rapport aux informations dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exercice de l'astreinte. En cas de non-respect de ses dispositions, l'agent s'expose à l'une des sanctions prévues dans le statut de la fonction publique territoriale.

Un **portable** d'astreinte, éventuellement un véhicule selon la nature des missions et un accès aux bâtiments départementaux seront mis à sa disposition.

Le département de Mayotte ou le DGA veille à définir, planifier et répartir les astreintes dans un délai raisonnable et suffisant. Les plannings des différentes astreintes sont définis par trimestre. Ils sont transmis par les DGA concernés à la Direction des Ressources Humaines, **15 jours** avant leur mise en application. La DRH est informée sans délai de toute modification de ces plannings.

Ces plannings sont dans les mêmes délais portés à la connaissance des agents concernés. Ils peuvent être modifiés par nécessité de service (notamment en raison de remplacement d'un agent pour des raisons autres que personnelles) ou en raison de circonstances exceptionnelles et imprévisibles.

#### → La manière dont sont comptabilisées les périodes d'intervention :

Le temps de travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte, est rémunéré en sus de l'indemnité d'astreinte.

Les agents peuvent bénéficier de l'indemnité correspondante exclusive de tout autre dispositif de rémunération des astreintes. Ainsi, elle ne peut être cumulée avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Par contre, une intervention réalisée durant une astreinte, si elle n'a pas été compensée par une indemnité ou par un repos, et si elle a donné lieu à la réalisation d'heures supplémentaires, peut être rémunérée par des IHTS.

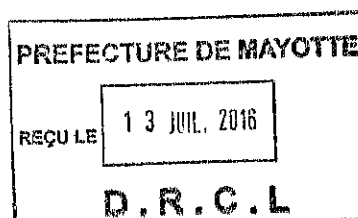
Pour la filière technique, l'intervention est rémunérée par le paiement d'heures supplémentaires pour les agents à temps complet pouvant y prétendre ou par l'octroi de récupération. Il n'y a pas d'indemnité complémentaire payée pendant l'astreinte.

### 4° : Modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre. Elles ne sont pas cumulables avec l'indemnité ou la compensation des permanences (au titre de la même période).

L'autorité fait le choix de mettre en place un **régime mixte**, rémunération et compensation, selon les dispositions réglementaires en vigueur : le choix est fait, au moment de la période d'astreinte, de rémunérer ou de compenser l'astreinte en fonction du budget alloué à cet effet et du bon fonctionnement des services.

Les agents concernés par les astreintes sont rémunérés ou compensés, le cas échéant, les périodes ainsi définies conformément aux textes en vigueur, comme suit :



Publié le

13 JUL. 2016

## INDEMNITES D'ASTREINTE

FILIERE TECHNIQUE				Autres filières
PÉRIODE D'ASTREINTE	Astreinte d'exploitation <sup>(1)</sup>	Astreinte de sécurité <sup>(1)</sup>	Astreinte de décision	Astreinte
Semaine complète	159,20 €	149,48 €	121,00 €	121,00 €
Nuit en semaine (entre le lundi et le samedi) inférieure à 10 heures	8,60 €	8,08 €	10,00 €	10,00 €
Nuit en semaine (entre le lundi et le samedi) supérieure à 10 heures	10,75 €	10,05 €	10,00 €	
Samedi ou durant une journée de récupération	37,40 €	34,85 €	25,00 €	
Week-end : du vendredi soir au lundi matin	116,20 €	109,28 €	76,00 €	76,00 €
Dimanche ou jours fériés	46,55 €	43,38 €	34,85 €	18,00 €
Un jour ou une nuit de week-end ou jour férié				
Du lundi matin au vendredi soir				45,00 €

<sup>(1)</sup> Les montants des astreintes d'exploitation ou de sécurité sont augmentés de 50% si l'agent est prévenu moins de 15 jours francs avant le début de l'astreinte (majoration non applicable au personnels d'encadrement qui bénéficient des seules astreintes de décision).

## COMPENSATION DES INTERVENTIONS

REALISEES SOUS ASTREINTES

FILIERE TECHNIQUE		
Période	Indemnité horaire d'intervention <sup>(1)</sup>	Repos compensateur (en % du temps d'intervention) <sup>(2)</sup>
Nuit	22 €	150 %
Samedi	22 €	125%
Dimanche ou jour férié	22 €	200%
Jour de la semaine	16 €	

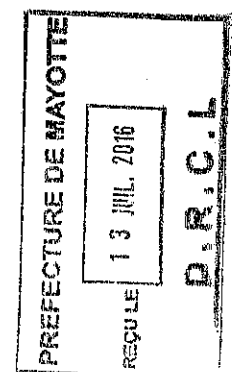
AUTRES FILIERES		
Période	Indemnité horaire d'intervention	Repos compensateur (en % du temps d'intervention) <sup>(2)</sup>
Entre 18h et 22h	11 €	Nombre d'heures de travail effectif majoré à raison de 10 %
Le samedi, entre 7h et 22h	11 €	Nombre d'heures de travail effectif majoré à raison de 10 %
Entre 22h et 7h	22 €	Nombre d'heures de travail effectif majoré à raison de 25 %
Dimanche et jours fériés	22 €	Nombre d'heures de travail effectif majoré à raison de 25 %

<sup>(1)</sup> Les indemnités d'astreinte et d'intervention sont cumulables. Les agents éligibles aux IHTS ne peuvent bénéficier ni de l'indemnité d'intervention, ni de repos compensateur (art. 5 décret du 14 avril 2015)

<sup>(2)</sup> Le repos compensateur n'est pas cumulable avec l'indemnité d'intervention.

Publié le

13 JUL. 2024



**Article 3 : d'appliquer les dispositions suivantes concernant l'attribution de l'indemnité de permanence :**

La **permanence** correspond l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel ou un lieu désigné par l'autorité, pour nécessité de service, **sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte, un samedi, un dimanche ou un jour férié.**

**1° : Cas de recours à la permanence**

L'autorité territoriale peut recourir à la permanence dans les **situations suivantes**:

- événement climatique (cyclone, tempête, inondation ...) ;
- maintenance des équipements publics (bâtiments, stade...) ;
- Exigence de continuité de service ;
- Impératif de sécurité ;
- Événement exceptionnel.

**Les services concernés** sont dans les domaines suivants :

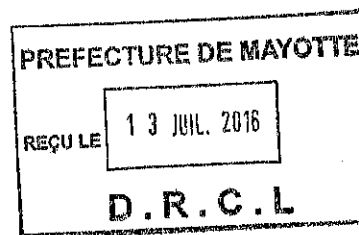
- Logistique et moyens
- Technique, Environnemental
- Culturel, animation, sportif
- Ports, Transport scolaire, terrestre, maritime
- Agriculture et pêche

L'autorité territoriale se réserve le droit de **déterminer les modalités de mise en place de la permanence** en fonction des besoins et dans le respect du cadre suivant :

**2° : Statut et Emplois concernés par ce dispositif de permanence :**

→ **Agents fonctionnaires et contractuels**

- Coordinateur des chauffeurs de Cabinet ou Adjoint
- Agent de Laboratoire
- Agent Forestier
- Aide-Laboratoire
- Préleveur laboratoire
- Préparateur laboratoire
- Canotier du cabinet
- Caréneur
- Chargé de Travaux
- Chargé d'études techniques
- Chauffeur de Cabinet, des DG
- Chauffeur de bus
- Contrôleur de bus
- Électricien maritime
- Mécanicien maritime
- Responsable logistique et moyens ou son adjoint
- Responsable énergie/propulsion/sécurité ou adjoint
- Tourneur maritime



**3° : Modalités d'organisation des permanences**

- Le lieu où s'effectue la permanence doit être connu,
- De même, les jours et heures de début et de fin de la période de permanence,
- les conditions matérielles dont dispose l'agent doivent être connues,
- Les obligations de l'agent de permanence sont définies,
- Définition des missions pour lesquelles il doit intervenir ou référer à un supérieur hiérarchique ou à un élu

**4° : Rémunération - compensation**

L'indemnité de permanence ne peut être cumulée avec tout dispositif de rémunération des astreintes, interventions ou permanences et notamment avec l'indemnité d'astreinte et d'interventions. Elle ne peut pas non plus être cumulée avec les IHTS (indemnités horaires pour travaux supplémentaires).

**Publié le 13 JUL. 2016**

Il convient de rémunérer ou de compenser, le cas échéant, les périodes ainsi définies conformément aux textes en vigueur, de la manière suivante :

### INDEMNITES DE PERMANENCE

FILIÈRE TECHNIQUE	
Période de permanence	Montant <sup>(1) et (2)</sup>
Semaine complète	477,60 €
Une nuit en semaine (entre le lundi et le samedi) inférieure à 10 heures	25,80 €
Une nuit en semaine (entre le lundi et le samedi) supérieure à 10 heures	32,25 €
Samedi ou durant une journée de récupération	112,20 €
Un week-end : du vendredi soir au lundi matin	348,60 €
Dimanche ou jours fériés	139,65 €
Un jour ou une nuit de week-end ou jour férié	
Du lundi matin au vendredi soir	

<sup>(1)</sup> Ces montants peuvent être majorés de 50% si l'agent est prévenu de sa permanence pour une période donnée, moins de 15 jours francs avant le début de cette période ;

<sup>(2)</sup> Pas de repos compensateur prévu pour ces agents.

AUTRES FILIÈRES		
Période de permanence	Indemnité de permanence	Repos compensateur
Journée du samedi	45,00 €	Durée permanence effectuée +25 %
½ journée du samedi	22,50 €	Durée permanence effectuée +25 %
Journée du dimanche ou jour férié	76,00 €	Durée permanence effectuée +25 %
½ journée du dimanche ou jour férié	38,00 €	Durée permanence effectuée +25 %

<sup>(1)</sup> L'indemnité de permanence n'est pas cumulable avec le repos compensateur ;

<sup>(2)</sup> Exemple : si 8 heures de permanence non rémunérée avec l'indemnité correspondante. L'agent a droit à un repos compensateur de 10 heures (soit 8h x 25% = 10 heures)

**Article 4 :** d'appliquer les dispositions suivantes concernant l'attribution de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires :

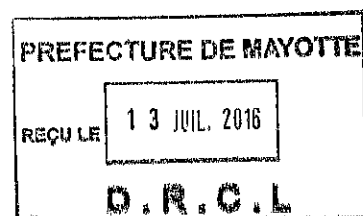
#### 1° : Cas de recours aux heures supplémentaires

L'autorité territoriale peut recourir, aux heures supplémentaires dans les situations suivantes :

- évènement climatique (cyclone, tempête, inondation ...) ;
- maintenance des équipements publics (bâtiments, stade...) ;
- Exigence de continuité de service ;
- Impératif de sécurité ;
- Evénement exceptionnel.

Les services concernés sont dans les domaines suivants :

- Logistique et moyens
- Technique, Environnemental
- Culturel, animation, sportif
- Transport scolaire, terrestre, maritime
- Agriculture et de la pêche



Publié le

13 JUL. 2016



→ Protocole

Envoyé en préfecture le 12/11/2024

Reçu en préfecture le 12/11/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241112-DL1010240227-DE

S<sup>2</sup>LO

L'autorité territoriale se réserve le droit de déterminer les modalités de mise en place des heures supplémentaires en fonction des besoins et dans le respect du cadre réglementaire et du règlement intérieur applicable aux agents du conseil départemental.

**2° : Statut et Emplois concernés par ce dispositif :**

→ **Agents fonctionnaires et contractuels**

- adjoint chef de la sécurité
- Agent de brigade nature
- Agent de médiation et de prévention
- Agent de Sécurité
- Charpentier
- Chaudronnier
- Chauffeur
- Chef de Sécurité
- Chef d'équipe
- Commandant de barge
- Contrôleur
- Electricien
- Graisseur
- Matelot
- Mécanicien
- Chef de Service Plomberie Electricité Froid
- Responsable logistique
- Tourneur

**3° : Modalités d'organisation et de rémunération des heures supplémentaires :**

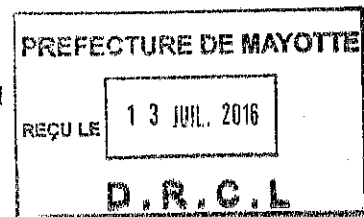
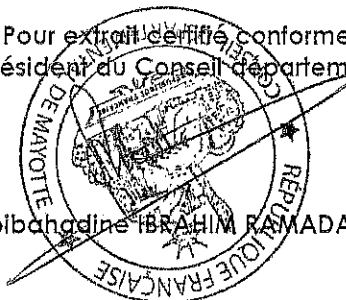
- ⇒ L'indemnisation des heures supplémentaires doit être motivée par le Directeur et validées par le DGA concerné, par le DGS et le Directeur de Cabinet pour le personnel qui leur est rattaché. Elle nécessite la mise en place d'un système de contrôle rigoureux des heures de travail réellement effectuées.
- ⇒ Ne peuvent être considérées comme heures supplémentaires que les heures qui dépassent le volume horaire mensuel de chaque agent.

**Article 5 :** de faire évoluer les montants de référence ci-dessus, selon les textes en vigueur.

**Article 6 :** d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI



Publié le

13 JUL. 2016

## ASSEMBLEE PLENIERE

Réunion du 12 juillet 2016

### Rapport N°2016-002601 de Monsieur le Président

#### Relatif aux emplois autorisés à bénéficier de certaines indemnités accordées aux agents du Conseil départemental

Le Conseil départemental traverse une période budgétaire très difficile. Au regard des nouveaux textes réglementaires dans la Fonction Publique Territoriale concernant le régime indemnitaire, il convient de se mettre en conformité, en définissant les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité d'astreinte, l'indemnité de permanence et l'indemnité d'heures supplémentaires.

#### I. Dispositions concernant l'attribution de l'indemnité d'astreinte

L'**astreinte** s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

##### 1° : Cas de recours à l'astreinte

L'autorité territoriale peut recourir à l'astreinte dans les **situations suivantes** :

- événement climatique (cyclone, tempête, inondation ...) ;
- maintenance des équipements publics (bâtiments, stade...) ;
- Exigence de continuité de service ;
- Impératif de sécurité ;
- Événement exceptionnel ;
- Pour les personnels d'encadrement : ils doivent être joints directement par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale de service afin de prendre les mesures et les dispositions nécessaires.

**Les services concernés** sont dans les domaines suivants :

- Logistique et moyens
- Technique, Environnemental
- Culturel, animation, sportif
- Transport scolaire, terrestre, maritime
- Agriculture, pêche
- Protocole

L'**autorité territoriale** se réserve le droit de **déterminer les modalités de mise en place de l'astreinte** en fonction des besoins et dans le respect du cadre suivant :

- La semaine complète
- Les jours fériés
- Du lundi matin au vendredi soir
- Du vendredi soir au lundi matin
- Un jour ou une nuit de week-end ou férié
- Une nuit de semaine

## 2° : Statuts et Emplois concernés par les astreintes :

### → Agent fonctionnaire ou contractuel

- Chef d'exploitation ou Adjoint
- Chef de la sécurité ou Adjoint
- Officier de la sécurité navire ou Adjoint
- Chef de Service technique
- Chef d'équipe technique
- Chef de gare maritime
- Electricien STM
- Grutier
- Responsable billettique
- Responsable de sécurité embarquée et à terre
- Responsable des gares maritimes
- Responsable Logistique
- Responsable QHSE (Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement)
- Responsable des contrôles ou adjoint
- Agent de brigade nature
- Agent de médiation et de prévention dans les bus
- Chaudronnier

## 3° : Modalités d'organisation des astreintes

L'agent d'astreinte doit être **disponible et joignable** à tout moment.

Suite à l'appel de l'autorité territoriale ou du DGS, l'agent d'astreinte est tenu d'**Intervenir** dans un **délai de 25 minutes**.

Il doit également signaler sans délai les difficultés rencontrées dans l'exercice des missions d'astreinte et observer la plus grande **discretion** par rapport aux informations dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exercice de l'astreinte. En cas de non-respect de ses dispositions, l'agent s'expose à l'une des sanctions prévues dans le statut de la fonction publique territoriale.

Un **portable** d'astreinte, éventuellement un véhicule selon la nature des missions et un accès aux bâtiments départementaux seront mis à sa disposition.

Le département de Mayotte ou le DGA veille à définir, planifier et répartir les astreintes dans un délai raisonnable et suffisant. Les plannings des différentes astreintes sont définis par trimestre. Ils sont transmis par les DGA concernés à la Direction des Ressources Humaines, **15 jours** avant leur mise en application. La DRH est informée sans délai de toute modification de ces plannings.

Ces plannings sont dans les mêmes délais portés à la connaissance des agents concernés. Ils peuvent être modifiés par nécessité de service (notamment en raison de remplacement d'un agent pour des raisons autres que personnelles) ou en raison de circonstances exceptionnelles et imprévisibles.

### → La manière dont sont comptabilisées les périodes d'intervention :

Le temps de travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte, est rémunéré en sus de l'indemnité d'astreinte.

Les agents peuvent bénéficier de l'indemnité correspondante exclusive de tout autre dispositif de rémunération des astreintes. Ainsi, elle ne peut être cumulée avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Par contre, une intervention réalisée durant une astreinte, si elle n'a pas été compensée par une indemnité ou par un repos, et si elle a donné lieu à la réalisation d'heures supplémentaires, peut être rémunérée par des IHTS.

Pour la filière technique, l'intervention est rémunérée par le paiement d'heures supplémentaires pour les agents à temps complet pouvant y prétendre ou par l'octroi de récupération. Il n'y a pas d'indemnité complémentaire payée pendant l'astreinte.

#### 4° : Modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions

La rémunération et la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre. Elles ne sont pas cumulables avec l'indemnité ou la compensation des permanences (au titre de la même période).

L'autorité fait le choix de mettre en place un **régime mixte**, rémunération et compensation, selon les dispositions réglementaires en vigueur : le choix est fait, au moment de la période d'astreinte, de rémunérer ou de compenser l'astreinte en fonction du budget alloué à cet effet et du bon fonctionnement des services.

Les agents concernés par les astreintes sont rémunérés ou compensés, le cas échéant, les périodes ainsi définies conformément aux textes en vigueur, comme suit :

#### INDEMNITES D'ASTREINTE

PERIODE D'ASTREINTE	FILIERE TECHNIQUE			Autres filières
	Astreinte d'exploitation <sup>(1)</sup>	Astreinte de sécurité <sup>(1)</sup>	Astreinte de décision	Astreinte
Semaine complète	159,20 €	149,48 €	121,00 €	121,00 €
Nuit en semaine (entre le lundi et le samedi) inférieure à 10 heures	8,60 €	8,08 €	10,00 €	10,00 €
Nuit en semaine (entre le lundi et le samedi) supérieure à 10 heures	10,75 €	10,05 €	10,00 €	
Samedi ou durant une journée de récupération	37,40 €	34,85 €	25,00 €	
Week-end : du vendredi soir au lundi matin	116,20 €	109,28 €	76,00 €	76,00 €
Dimanche ou jours fériés	46,55 €	43,38 €	34,85 €	18,00 €
Un jour ou une nuit de week-end ou jour férié				
Du lundi matin au vendredi soir				45,00 €

<sup>(1)</sup> Les montants des astreintes d'exploitation ou de sécurité sont augmentés de 50% si l'agent est prévenu moins de 15 jours francs avant le début de l'astreinte (majoration non applicable au personnels d'encadrement qui bénéficient des seules astreintes de décision).

#### COMPENSATION DES INTERVENTIONS

##### REALISEES SOUS ASTREINTES

FILIERE TECHNIQUE		
Période	Indemnité forfaitaire d'intervention <sup>(1)</sup>	Repos compensateur (en % du temps d'intervention) <sup>(2)</sup>
Nuit	22 €	150 %
Samedi	22 €	125%
Dimanche ou jour férié	22 €	200%
Jour de la semaine	16 €	

AUTRES FILIERES		
Période	Indemnité forfaitaire d'intervention <sup>(1)</sup>	Repos compensateur (en % du temps d'intervention) <sup>(2)</sup>
Entre 18h et 22h	11 €	Nombre d'heures de travail effectif majoré à raison de 10 %
Le samedi, entre 7h et 22h	11 €	Nombre d'heures de travail effectif majoré à raison de 10 %
Entre 22h et 7h	22 €	Nombre d'heures de travail effectif majoré à raison de 25 %
Dimanche et jours fériés	22 €	Nombre d'heures de travail effectif majoré à raison de 25 %

<sup>(1)</sup> Les indemnités d'astreinte et d'intervention sont cumulables. Les agents éligibles aux IHTS ne peuvent bénéficier ni de l'indemnité d'intervention, ni de repos compensateur (art. 5 décret du 14 avril 2015)

<sup>(2)</sup> Le repos compensateur n'est pas cumulable avec l'indemnité d'intervention.



## II. Dispositions concernant l'attribution de l'indemnité de permanence

La **permanence** correspond l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel ou un lieu désigné par l'autorité, pour nécessité de service, **sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte, un samedi, un dimanche ou un jour férié.**

### 1° : Cas de recours à la permanence

L'autorité territoriale peut recourir à la permanence dans les **situations suivantes**:

- manifestation particulière (fête locale, concert ...)
- événement climatique (cyclone, tempête, inondation ...)
- maintenance des équipements publics (bâtiments, stade...)
- Exigence de continuité de service ;
- Impératif de sécurité ;
- Événement exceptionnel.

**Les services concernés** sont dans les domaines suivants :

- Logistique et moyens
- Technique, Environnemental
- Culturel, animation, sportif
- Transport scolaire, terrestre, maritime
- Agriculture et pêche

L'autorité territoriale se réserve le droit de **déterminer les modalités de mise en place de la permanence** en fonction des besoins et dans le respect du cadre suivant :

### 2° : Statut et Emplois concernés par ce dispositif :

- **Agents fonctionnaires et contractuels**
- Coordinateur des chauffeurs de Cabinet ou Adjoint
- Agent de Laboratoire
- Agent Forestier
- Aide-Laboratoire
- Préleveur laboratoire
- Préparateur laboratoire
- Canotier du cabinet
- Caréneur
- Chargé de Travaux
- Chargé d'études techniques
- Chauffeur de Cabinet, des DG
- Chauffeur de bus
- Contrôleur de bus
- Electricien maritime
- Mécanicien maritime
- Responsable logistique et moyens ou son adjoint
- Responsable énergie/propulsion/sécurité ou adjoint
- Tourneur maritime

### 3° : Modalités d'organisation des permanences

- Le lieu où s'effectue la permanence doit être connu,
- De même, les jours et heures de début et de fin de la période de permanence,
- les conditions matérielles dont dispose l'agent doivent être connues,
- Les obligations de l'agent de permanence sont définies,
- Définition des missions pour lesquelles il doit intervenir ou référer à un supérieur hiérarchique ou à un élu

### 4° : Rémunération - compensation

L'indemnité de permanence ne peut être cumulée avec tout dispositif de rémunération des astreintes, interventions ou permanences et notamment avec l'indemnité d'astreinte et

d'interventions. Elle ne peut pas non plus être cumulée avec les autres indemnités horaires pour travaux supplémentaires).

Il convient de **rémunérer** ou de **compenser**, le cas échéant, les périodes ainsi définies conformément aux textes en vigueur, de la manière suivante :

#### INDEMNITES DE PERMANENCE

FILIERE TECHNIQUE	
Période de permanence	Montant
Semaine complète	477,60 €
Une nuit en semaine (entre le lundi et le samedi) inférieure à 10 heures	25,80 €
Une nuit en semaine (entre le lundi et le samedi) supérieure à 10 heures	32,25 €
Samedi ou durant une journée de récupération	112,20 €
Un week-end : du vendredi soir au lundi matin	348,60 €
Dimanche ou jours fériés	139,65 €
Un jour ou une nuit de week-end ou jour férié	
Du lundi matin au vendredi soir	

(1) Ces montants peuvent être majorés de 50% si l'agent est prévenu de sa permanence pour une période donnée, moins de 15 jours francs avant le début de cette période ;

(2) Pas de repos compensateur prévu pour ces agents.

AUTRES FILIERES		
Période de permanence	Indemnité de permanence	Repos compensateur <sup>(2)</sup>
Journée du samedi	45,00 €	Durée permanence effectuée +25 %
½ journée du samedi	22,50 €	Durée permanence effectuée +25 %
Journée du dimanche ou jour férié	76,00 €	Durée permanence effectuée +25 %
½ journée du dimanche ou jour férié	38,00 €	Durée permanence effectuée +25 %

(1) L'indemnité de permanence n'est pas cumulable avec le repos compensateur ;

(2) Exemple : si 8 heures de permanence non rémunérée avec l'indemnité correspondante. L'agent a droit à un repos compensateur de 10 heures (soit 8h x 25% = 10 heures)

### III. Dispositions concernant l'attribution de l'indemnité d'heures supplémentaires

#### 1° : Cas de recours aux heures supplémentaires

L'autorité territoriale peut recourir, aux heures supplémentaires dans les **situations suivantes** :

- événement climatique (cyclone, tempête, inondation ...) ;
- maintenance des équipements publics (bâtiments, stade...) ;
- Exigence de continuité de service ;
- Impératif de sécurité ;
- Evénement exceptionnel.

**Les services concernés** sont dans les domaines suivants :

- Logistique et moyens
- Technique, Environnemental
- Culturel, animation, sportif
- Transport scolaire, terrestre, maritime
- Agriculture et de la pêche
- Protocole

L'autorité territoriale se réserve le droit de **déterminer les modalités de mise en place des heures supplémentaires** en fonction des besoins et dans le respect du cadre réglementaire et du règlement intérieur applicable aux agents du conseil départemental.

**2° : Statut et Emplois concernés par ce dispositif :**

→ **Agents fonctionnaires et contractuels**

- adjoint chef de la sécurité
- Agent de brigade nature
- Agent de médiation et de prévention
- Agent de Sécurité
- Assistant(e) de Direction
- Charpentier
- Chaudronnier
- Chauffeur
- Chef de Sécurité
- Chef d'équipe
- Commandant de barge
- Contrôleur
- Electricien
- Graisseur
- Matelot
- Mécanicien
- Chef de Service Plomberie Electricité Froid
- Responsable logistique
- Tourneur

**3° : Modalités d'organisation et de rémunération des heures supplémentaires :**

- ⇒ L'indemnisation des heures supplémentaires doit être motivée par le Directeur et validées par le DGA concerné, par le DGS et le Directeur de Cabinet pour le personnel qui leur est rattaché. Elle nécessite la mise en place d'un système de contrôle rigoureux des heures de travail réellement effectuées.
- ⇒ Ne peuvent être considérées comme heures supplémentaires que les heures qui dépassent le volume horaire mensuel de chaque agent.

Les membres du Comité technique ont donné leur avis, lors de la séance du 29 juin 2016.

Compte tenu de ces éléments, et si ce rapport recueille votre accord, je vous propose d'adopter la délibération ci-dessous.

Le Président du Conseil départemental

  
Soibahadine IBRAHIM RAMADANI